

La renaissance économique du Canada

- L'économie canadienne, qui connaît une croissance vigoureuse, est à son plus haut niveau depuis 25 ans.
- Le plan d'assainissement des finances appliqué par le gouvernement, conjugué à une inflation faible et stable, a contribué à la baisse marquée des taux d'intérêt. Cela a alimenté la forte croissance économique récente, à l'origine de la création d'emplois, et reflète un regain d'optimisme de la part des consommateurs et des gens d'affaires. Il s'agit là d'une base solide pour assurer une croissance durable.
- Au cours des neuf premiers mois de 1997, il y a 279 000 emplois qui ont été créés, tous dans le secteur privé et la plupart à temps plein.
- Les taux hypothécaires à un an ont chuté de presque quatre points de pourcentage depuis janvier 1995, apportant un important soulagement aux propriétaires d'habitations. Les taux hypothécaires à cinq ans sont à un des niveaux les plus bas depuis dix ans.
- Selon les prévisions du secteur privé, la croissance en 1997 et en 1998 sera d'environ 3,7 p. 100, soit la plus forte augmentation pour deux années consécutives depuis près de dix ans et la plus importante au sein des membres du Groupe des sept pays les plus industrialisés.
- Ces résultats économiques encourageants sont largement attribuables au succès du Canada dans la réduction de son déficit. En 1993-1994, le déficit était d'environ 42 milliards de dollars, soit environ 6 p. 100 du produit intérieur brut (PIB). En 1996-1997, le déficit s'est établi à 8,9 milliards de dollars, soit environ 20 milliards de moins que l'année précédente. Cela constitue le plus important redressement sur deux ans dans toute l'histoire du Canada. Le déficit du gouvernement fédéral est de 1,1 p.100 du PIB, son niveau le plus bas en plus de 20 ans.
- Le gouvernement prévoit que le déficit sera éliminé au plus tard en 1998-1999. Ce sera la première fois depuis 1969-1970 que le budget fédéral sera équilibré.
- En 1996-1997, pour la première fois en 27 ans, le gouvernement n'a pas dû emprunter pour financer les programmes courants ou pour payer des intérêts sur la dette publique.